

POLITIQUE, LITTÉRATURE, SCIENCES, INDUSTRIE, COMMERCE.

L'ÉCHO SAUMUROIS

Paraissant les Mardis, Jeudis et Samedis,

JOURNAL D'ANNONCES JUDICIAIRES, INSERTIONS LÉGALES ET AVIS DIVERS.

BUREAU: PLACE DU MARCHE-NOIR.

Pour répondre au désir généralement exprimé, *l'Echo saumurois* paraîtra désormais chaque soir, en demi-feuille, et, par la disposition du texte, il donnera sans lacune toutes les nouvelles de la journée.

Documents Officiels.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

A L'ARMÉE.

Soldats!

Vous avez été trahis mais non déshonorés.

Depuis trois mois la fortune trompe votre héroïsme. Vous savez aujourd'hui à quels désastres l'Empire et la trahison peuvent conduire les plus vaillantes armées. Débarrassés de chefs indignes de vous et de la France, êtes-vous prêts, sous la conduite de chefs qui méritent votre confiance, à laver dans le sang des envahisseurs l'outrage infligé au vieux sang français?

En avant! Vous ne luttez plus pour l'intérêt et les caprices d'un despote, vous combattez pour le salut même de la Patrie, pour vos foyers incendiés, pour vos familles outragées, pour la France, notre mère à tous, livrée aux fureurs d'un implacable ennemi; guerre sainte et nationale, mission sublime pour le succès de laquelle il faut, sans jamais regarder en arrière, nous sacrifier tous et tout entiers!

D'indignes citoyens ont osé dire que l'armée avait été rendue solidaire de l'infamie de son chef. Honte à ces calomniateurs qui, fidèles au système des Bonaparte, cherchent à séparer l'armée du peuple, les soldats de la République.

Non! non! J'ai flétri, comme je le devais, la trahison de Sedan et le crime de Metz, et je vous appelle à venger votre propre honneur qui est celui de la France!

Vos frères d'armes de l'armée du Rhin ont déjà protesté contre ce lâche attentat et retiré avec horreur leur main de cette capitulation maudite.

A vous de relever le drapeau de la France qui, dans l'espace de 14 siècles, n'a jamais subi pareille flétrissure. Le dernier Bonaparte et ses séides pouvaient seuls amonceler sur nous tant de honte en si peu de jours. Vous, vous ramèneriez la victoire; mais sachez la mériter par la pratique des vertus militaires qui sont aussi les vertus républicaines, le respect de la discipline, l'austérité de la vie, le mépris de la mort.

Ayez toujours présente l'image de la Patrie en péril; n'oubliez jamais que faiblir devant l'ennemi à l'heure où nous sommes, c'est commettre un parricide et en mériter le châtiement. Mais le temps des défaillances est passé, c'est fini des trahisons; les destinées du pays vous sont confiées, car vous êtes la jeunesse française, l'espoir armé de la Patrie. Vous vaincrez, et, après avoir rendu à la France son rang dans le monde, vous resterez les citoyens d'une République paisible, libre et respectée.

Vive la France! Vive la République!

Le membre du gouvernement, ministre de l'intérieur et de la guerre,

LÉON GAMBETTA.

Chronique Politique.

La nouvelle de la capitulation de Metz a provoqué le contre-coup que nous attendions. Le premier moment a été donné à la stupeur morne et à la consternation.

Après avoir mesuré l'étendue et la gravité de ce nouveau désastre, les âmes se sont redressées et les cœurs se sont relevés. Un seul sentiment s'est emparé de tous. Ce sentiment, pas n'est besoin de l'indiquer. L'indignation d'une part, et d'autre part le désir ardent de venger cet affront nous ont sauvés de l'abattement.

Les échos qui arrivent de la province signalent le même symptôme.

On s'occupe beaucoup d'un rapport adressé au Gouvernement de la défense nationale par un officier de la garnison de Metz; on s'attend à la très-prochaine publication de ce rapport dont les termes seraient de nature à prouver que le maréchal Bazaine eût pu tenir plus longtemps qu'il ne l'a fait.

On adresse, d'un autre côté, que Bazaine avait, il y a huit jours, approvisionné Metz pour un mois. D'où la conséquence que, au lieu de capituler, il eût pu faire une trouée à travers les rangs ennemis.

On écrit de Tours, le 31 octobre, au *Phare de la Loire*:

La capitulation de Metz avec une armée de 173,000 hommes et non pas 150,000, comme on l'avait dit d'abord, est un fait tellement extraordinaire que malgré tout le peuple ne veut pas y croire. On a peine à se figurer un désastre double de celui de Sedan, une trahison comme il n'y en a pas d'exemple dans l'histoire. Beaucoup de gens vous disent sérieusement que l'armée n'a pas consenti à exécuter la capitulation et que le maréchal Canrobert en a pris le commandement. Ces bruits ne reposent sur aucune donnée sérieuse; cependant il est à remarquer qu'aucune dépêche ne nous rend compte encore de la prise de possession de Metz par les Prussiens, quoique la capitulation remonte au 27. Voici cependant les détails que nous connaissons sur ce point.

Le 21 octobre, une discussion très-vive s'éleva entre le général Coffinières et le maréchal; le général l'informa que les provisions renfermées dans la ville étaient désormais trop peu considérables pour suffire à la garnison et à l'armée, et qu'il fallait donc faire une sortie générale et percer, coûte que coûte, les lignes prussiennes. Le maréchal répondit qu'à la vérité la sortie proposée, diminuant des neuf dixièmes le nombre des militaires à nourrir, permettrait de prolonger pendant quelques semaines la résistance de la place; mais que le résultat obtenu ne serait pas une suffisante rémunération du sang que cette sortie coûterait à l'armée. Il expliqua que, dans son opinion, plus de la moitié de ses hommes périeraient dans cette tentative désespérée. Les chevaux de l'artillerie étaient en trop mauvais état pour servir, et sans chevaux pas de canons. Il aurait donc fallu percer les lignes à la baïonnette et en donnant des fusils aux cavaliers mis à pied. Le maréchal conclut en annonçant qu'il allait capituler. Coffinières ne put conte-

nir sa douleur et supplia Bazaine de revenir sur sa fatale résolution. Tout fut inutile; le maréchal déclara qu'aussitôt qu'il connaîtrait le résultat de la mission du général Boyer, il recommencerait les négociations avec le prince Frédéric-Charles.

En effet, dès le 26, le général Changarnier fut envoyé au quartier-général prussien, et la capitulation fut signée le lendemain. Les conditions sont les mêmes qu'à Sedan; toutes les fortifications doivent être rendues avec les armes et le matériel; les officiers peuvent rentrer en France en promettant de ne pas servir contre la Prusse. Les soldats seront emmenés prisonniers en Allemagne.

Il résulte de tout ce qui précède, que la conduite de Bazaine ne peut guère être excusée, il pouvait ou bien organiser une sortie sur tous les points ou bien il aurait pu porter l'effort sur Thionville, où la ligne prussienne est assez faible, et avec lequel Bazaine avait déjà eu des communications.

Une fois arrivée à Thionville l'armée aurait pu s'échapper facilement par Longuyon et Montmédy; tout valait mieux d'ailleurs que de livrer Metz. Nous ne pourrions la reprendre qu'au prix des plus grands efforts, elle sera entre les mains de la Prusse une arme terrible pour nous forcer à des conditions de paix plus onéreuses. Le malheureux Changarnier dut servir de parlementaire pour la capitulation; on comprend ce que ce brave a dû souffrir dans cette cruelle extrémité. Il pleurait à chaudes larmes en quittant le prince Frédéric-Charles, et s'adressant aux officiers prussiens, il leur dit: « Messieurs, je vous souhaite, ainsi qu'à tout brave soldat, de ne jamais avoir à passer par une semblable épreuve. »

LES PRUSSIENS A ORLÉANS.

La *Gironde* a reçu la lettre suivante, qui contient des détails intéressants:

Salbris, 23 oct. 6 h. m.

Je viens enfin de réussir, après une bien pénible captivité de douze jours, à sortir d'Orléans.

J'ai fait le voyage en compagnie d'un notaire orléanais, M. Duher, frère de l'adjoint au maire de cette ville.

Nous avons fait quinze lieues dans notre journée, dont six à pied et le reste en voitures réquisitionnées dans les fermes. Comme il a plu abondamment toute la journée, nous sommes arrivés dans un très-pitoyable état.

Il y a trois jours, le bruit s'est répandu à Orléans que le fameux Bismark était venu y faire une courte station.

Inutile de vous dire que, depuis l'entrée des Prussiens, Orléans n'a pu ni écrire ni recevoir aucune lettre. Aucun journal n'a pu pénétrer. Aussi, chaque jour, entend-on circuler les bruits les plus étranges et les plus contradictoires. Il est bon de noter en passant que toutes les nouvelles qui sont en faveur de la paix émanent toutes de sources prussiennes.

Plusieurs généraux ont proposé au conseil municipal orléanais, qui, bien entendu, a refusé, de rédiger une adresse pour engager le Gouvernement de la défense nationale à signer la paix. On s'engageait à faire parvenir cet important document à destination.

Mgr Dupanloup a bien mérité de la ville

d'Orléans. Elle lui doit une réduction du chiffre de la contribution de guerre exigée, et la promesse qu'Orléans serait préservé d'un pillage général.

Beaucoup de personnes ont dû, à défaut d'espèces métalliques, porter à l'Hôtel-de-Ville, pour parfaire le million exigé, toute leur argenterie et même leurs bijoux.

Près Lailly, au château du duc de Lorges, nos francs-tireurs ont, assure-t-on, fait prisonnier une Altesse prussienne. On ne rendrait la liberté à ce captif que contre la reconnaissance des belligérants en faveur de tous nos francs-tireurs.

Une particularité: Avant-hier, j'ai vu défiler dans Orléans l'ambulance franco-américaine n° 6. Eh bien! j'ai remarqué sur l'une des voitures un magnifique singe. Que pensez-vous d'une singularité aussi déplacée?

Hier, à Orléans, par ordre de l'autorité prussienne, tous les bateaux de la Loire ont été brisés à coups de hache. Le pont d'Olivet a été démoli.

Il est certain que les Prussiens opèrent en ce moment leur retraite vers Paris. Ils ont cependant de nombreux contingents vers Gien. Soixante chariots chargés d'un immense matériel de ponts de bateaux s'est dirigé sur St-Ay.

Un capitaine d'état-major qui levait des plans aux environs de Saint-Cyr a été tué il y a trois jours par des paysans, et enterré dans une fosse parfaitement dissimulée. Depuis lors, un détachement de uhlands furieux ne cesse de parcourir la contrée. Les paysans ne s'en effrayent pas. Ils savent par expérience que tous ces hhlans ne sont que des lâches qui faient au premier coup de fusil. Il est fâcheux que les campagnards ne soient pas tous pourvus d'armes et de munitions: ils feraient à nos ennemis une guerre de guérillas qui aurait de bien grands avantages.

Mgr Dupanloup a dû accorder à l'autorité prussienne deux de ses églises (Saint-Pierre du Martroi et Sainte-Euverte) pour l'exercice du culte protestant.

Les Bavares sont de plus en plus indisposés contre les Prussiens. Il y aurait un profit immense pour nous à exploiter cette situation. Pourquoi ne pas faire imprimer et leur faire distribuer, ou au moins faire afficher dans les localités où l'on suppose qu'ils passeront, des circulaires préparées exprès pour eux. J'ai été à même de constater leur haine contre Bismark.

La veille de mon départ d'Orléans, l'un des principaux armuriers de cette ville, qui avait caché dans un faubourg toutes les armes dont il était pourvu, a été dénoncé à l'autorité prussienne par un de ses concitoyens, et immédiatement écroué à la maison d'arrêt: vous le voyez, il est malheureusement certain qu'il y a, parmi les Français, des misérables assez infâmes pour servir les ennemis de leur patrie.

Il est incontestable que dans les derniers engagements les Prussiens ont fait usage de balles explosibles. Aucun doute ne saurait s'élever à cet égard. J'ai recueilli sur le champ de bataille plusieurs spécimens de ces balles.

Une bonne partie des troupes composant l'armée de la Loire occupe la petite ville de Salbris d'où je vous écris. L'affluence est telle qu'il m'a été impossible de trouver le plus pe-

lit réduit d'hôtel pour passer la nuit. Heureusement que le général de Longuerue, qui est ici depuis huit jours, avait eu la bonne pensée de se rendre à Romorantin. J'ai pu occuper sa chambre et son lit pendant la nuit qui vient de s'écouler, grâce à l'obligeance de la personne chez laquelle il avait pris résidence, M. Gauthier du Perche.

Il est dix heures, je pars pour Vierzon. P.

P.-S. — Il est certain que nous n'aurons aucun engagement sérieux avant quelques jours. Mais cet engagement sera sérieux et peut-être décisif. La supériorité de nos ennemis résidait exclusivement dans le nombre considérable de leurs pièces de canon. Or, lutter avec eux sans être pourvu d'une artillerie égale à la leur, c'était se vouer à un échec. Le gouvernement a fait énormément dans ce sens, depuis une quinzaine de jours.

Lettre du sous-préfet de Verdun au ministre de l'intérieur et de la guerre.

Verdun, le 21 octobre.

Monsieur le ministre,

Verdun vient d'être bombardé avec un acharnement rare nuit et jour, les 13, 14 et 15 octobre. Toutes les hauteurs qui nous entourent étaient couronnées de batteries armées de pièces de gros calibre, d'obusiers et de mortiers provenant de Sedan, au nombre de 80 environ. Durant l'attaque, qui s'est prolongée d'une façon incessante, plus de vingt mille projectiles ont été lancés contre la ville. Toutes les maisons sont criblées et la plupart démolies. La sous-préfecture est en partie détruite. La population civile n'a pu trouver son salut que dans les caves.

Une douzaine de maisons ont brûlé. Les Prussiens tiraient à outrance sur cette partie paisible de la population qui accourait au secours des incendiés. Jamais cruauté plus grande n'a été exercée en temps de guerre. On respectait nos remparts pour tuer et brûler des femmes et des enfants dans leurs maisons.

Nos pertes sont, je crois, de 20 tués et 100 blessés. Celles de l'ennemi sont relativement plus considérables. Son feu n'a cessé, le troisième jour, qu'après que ses munitions eurent été épuisées. La population et l'armée ont été également énergiques devant l'ennemi.

Les Verdunois, quoique ruinés et mourants de faim, sont unanimes pour résister et ne se rendre qu'à la dernière extrémité.

Deux mois et demi de siège et leurs souffrances, loin d'affaiblir leur courage, ont, au contraire, développé leur patriotisme et leur abnégation.

Je suis fier d'administrer de tels hommes. Avant-hier, la garnison a fait une sortie heureuse; elle a enlevé les postes prussiens et encloué 26 pièces de gros calibre.

Pour les articles non signés : P. GODET.

Nouvelles Diverses.

Le général Bourbaki, après la nouvelle de la capitulation de Bazaine, a publié l'ordre du jour suivant :

« Citoyens, gardes nationaux, soldats et gardes mobiles,

« J'ai été appelé par le ministre de la Guerre au commandement militaire de la région du Nord. La tâche qui m'incombe est bien grande, et je la trouverais au-dessus de mes forces, si je n'étais soutenu par les sentiments qui vous animent. Tous mes efforts tendent à créer le plus tôt possible un corps d'armée mobile qui, pourvu d'un matériel de guerre, puisse tenir la campagne et se porter facilement au secours des places fortes que je me hâte de mettre en état de défense. Pour moi, qui ai loyalement offert mon épée au Gouvernement de la défense nationale, mes forces et ma vie appartiennent à l'œuvre commune qu'il poursuit avec vous, et vous me verrez au moment du danger à la tête des troupes qui seront incessamment organisées. Pour remplir cette tâche difficile et faire payer cher à notre ennemi

chaque pas qu'il fera sur notre territoire, il faut que la concorde et la confiance règnent au milieu de nous, et que nos cœurs ne soient animés que du désir de sauver et venger notre malheureuse France. Vous pouvez compter sur le plus énergique concours et le dévouement le plus absolu de ma part, comme je compte sur votre courage et votre patriotisme.

» Lille, le 20 octobre 1870.

» BOURBAKI. »

— L'Indépendance belge dit qu'un numéro de l'Indépendant de la Moselle, publié à Metz au moment de l'entrée des Allemands, relate d'une manière précise les circonstances qui précédèrent la reddition de Metz. Il en résulte clairement que l'armée assiégée a été indignement trompée par les chefs qui, quand elle demandait à faire une trouée à tout prix, promettaient à l'armée qu'elle pourrait bientôt sortir intacte, avec les honneurs de la guerre.

Les chefs montrèrent mensongèrement la France entière en proie à l'anarchie. Paris, Lyon, Marseille, Toulouse, en guerre civile; Rouen, Le Havre, demandant des secours aux Prussiens.

Ils continuèrent ainsi jusqu'au jour où ils déclarèrent que tout manquait; il était impossible d'obtenir autre chose qu'une capitulation comme à Sedan.

L'Indépendance belge ajoute :

Il n'est plus douteux que Gambetta eût raison en criant à la trahison.

La population de Metz, spectatrice de cette comédie, en jugea ainsi en saluant Bazaine par des cris de colère.

— Le bruit d'une forte canonnade, venant de la direction de Beaugency, a été entendu, dit-on, à Vendôme dans la journée de lundi.

— La maréchale Bazaine a quitté Tours le 30 octobre.

— On annonce l'arrivée à Tours de l'aéronaute de Paris qui est allé tomber à 12 kilom. de Strasbourg. Il n'apporte aucune dépêche, ayant été obligé de jeter deux sacs en guise de lest et d'enfouir trois autres sacs. Mais il nous apporte le témoignage verbal de l'altitude vraiment admirable de la population de Paris, en même temps que d'excellents renseignements sur la situation de la défense et sur l'approvisionnement de la capitale.

Un autre ballon est tombé à Bar-le-Duc, en pleines lignes prussiennes.

Chronique Locale et de l'Ouest.

Dans sa séance du 31 octobre 1870, le conseil municipal de Saumur a voté, à l'unanimité des membres présents, au Gouvernement de la défense nationale, l'adresse suivante :

« Citoyens,

« A l'infâme trahison de Bazaine, vous avez répondu par un serment solennel; vous avez juré de ne jamais vous rendre; vous avez proclamé que vous ne laisseriez jamais capituler la République, ni au dedans, ni au dehors.

« Par ce temps de capitulations scélérates, de lâches défaillances, où l'on voit des généraux livrer leurs armées, des maires paralyser la défense de leurs communes, il faut que vous sachiez sur qui vous pouvez compter !

« Les délégués faisant fonctions de maire, et le conseil municipal de Saumur, s'unissent à votre serment ! »

Dans la même séance, le conseil a unanimement voté des remerciements à la garde nationale de Saumur pour l'empressement qu'elle a mis à souscrire à l'emprunt départemental destiné à l'armement des gardes nationales.

La société de secours mutuels la Saumuroise, réunie extraordinairement en assemblée générale le 30 octobre, sous la présidence de M. Ratouis Paul, a voté une souscription de mille francs à l'emprunt départemental de 400,000 francs pour l'armement des gardes

nationales; ladite somme à prélever sur les fonds disponibles de la société, nonobstant les souscriptions particulières.

M. le colonel Guépratte, qui a longtemps habité Saumur, et qui commande aujourd'hui la 1^{re} circonscription de remonte, vient d'être élevé au grade de général de brigade.

Un Angevin, M. Bucher de Chauvigné, par décret en date du 28 octobre 1870, est nommé dans le corps de l'intendance, adjoint de 2^e classe.

Il est arrivé depuis deux jours à Saumur plus de 3,000 hommes, appartenant aux gardes nationales mobilisées. Ce sont les premières troupes du corps d'armée dont nous avons annoncé la réunion dans notre ville. Ces hommes sont casernés dans les différents quartiers de Saumur.

L'esprit de cette légion est excellent.

Un premier convoi de 80 soldats malades est arrivé hier soir à Saumur. Parmi eux, il y avait un seul blessé d'un éclat d'obus à la jambe.

Mardi soir, à l'exercice du tir, un accident, qui, fort heureusement, n'aura pas de suites graves, a mis en émoi un détachement de la 1^{re} compagnie de la garde nationale.

Un fusil a éclaté entre les mains d'un fusilier, et des morceaux de la culasse ont été projetés au loin. Heureusement personne n'a été atteint.

Il y a un mois environ, un semblable accident est arrivé à un autre de nos concitoyens. Quelles armes nous a laissées l'empire !

Toute une famille de Balloire, commune de Méron, vient de mourir empoisonnée par les champignons. Le père, Jacques Poitvin, âgé de 66 ans, a succombé le 28 octobre; sa femme, âgée de 59 ans, et son fils âgé, de 25 ans, l'ont suivi de très-près. Les voisins sont venus informer l'autorité de Montreuil. M. le docteur Guillot s'est rendu aussitôt auprès des moribonds; mais il était trop tard.

La famille Poitvin était dans le dénûment le plus complet. Peut-être eût-elle pu échapper à la mort, si elle avait fait demander un médecin dès les premiers symptômes de l'empoisonnement. A l'autopsie des cadavres, on a retrouvé les champignons dans l'estomac.

LETTRÉ SUR LA BRETAGNE,

Par M. Ch. BLANCART.

(Suite et fin.) (1)

Les manifestations de la Foi à Brest ne sont pas les seules qui aient remué profondément mon âme.

J'étais un jour au Bourg-Blanc, commune distante de Brest de 12 kil., lorsque vers six heures du soir je vis revenir ses bons villageois d'un pèlerinage, fait à pied à Notre-Dame du Folgoët.

Les hommes ouvraient la marche, la tête découverte et formant un groupe, les femmes suivaient en un groupe aussi; tous étaient en habits de fête. Les gens qui jugent de toute la Bretagne par un spécimen malheureux, n'auraient certes pu accuser ces Bretons de malpropreté. Les habitants, soit dit en passant, sont au contraire très-propres: les meubles y sont généralement cirés ou nettoyés à blanc.

Mais je reviens au pèlerinage :

Tous les pèlerins avaient le chapelet à la main; ils en alternaient la récitation avec le chant d'un cantique à la Sainte Vierge pour le salut de la France, et d'autres formules de prières. Et c'est ainsi que les choses s'étaient passées le long du chemin en allant et en revenant, pendant un parcours de 32 kilomètres ! Le recueillement le plus profond présidait à cet acte religieux; on ne s'est permis absolument aucune conversation particulière. Commencé à l'église paroissiale du Bourg-Blanc, à six heures du matin, c'est à cette église que s'est terminé ce pèlerinage.

Toutes les communes environnantes l'avaient accompli les jours précédents.

Qui, croyant à la bonté de Dieu, ne penserait que ces vœux si touchants de tout un peuple, portés à un sanctuaire éloigné au prix de grandes fatigues, attendraient le cœur du Divin Maître et appelleront ses miséricordes sur la France.

Les Bretons en ont la ferme confiance, et,

(1) Voir le numéro de samedi.

avec eux, je ne me laisse pas abattre par les défaites et les défaillances qui nous accablent.

Vous le voyez, cher monsieur, en Bretagne on fait tout pour le salut commun.

La France sera sauvée parce que l'on y prie et que l'on y expie. Et il sera bien constaté, cette fois, que ce salut n'est pas l'œuvre des hommes, puisque toutes leurs conceptions ont échoué dans la plus triste impuissance.

Qui donnera, à ceux qui combattront le dernier combat, l'énergie qui a manqué à un si grand nombre, si ce n'est Dieu ?

J'entends jeter l'épithète de fanatique à ces manifestations de la Foi bretonne. Heureux fanatisme qui eût déjà débarrassé la France de l'étranger, s'il eût été plus généralement pratiqué. Il a inspiré, nous l'avons vu, aux Bretons le plus magnifique héroïsme, et c'est lui qui mettait sur les lèvres d'un paysan ces mots qui ont leur énergie :

« Les Prussiens ne viendront sûrement pas ici; mais soyez tranquilles, monsieur, s'ils viennent, Marie-Jeanne (sa femme) et moi nous défendrons notre moulin de paille. »

Et il y a des insensés qui veulent ruiner les croyances catholiques ! Oh ! s'ils y parvenaient, comme ils feraient les affaires de l'ennemi ! Mais ils ne le voient pas !

Aux prières pour la France, les mères en Bretagne ajoutent des prières pour leurs fils combattants ou morts ! Si on leur disait qu'il y a quelque part des mères qui n'adressent pas de vœux au Ciel pour leurs enfants, que les églises y sont désertes à l'heure où les pasteurs convoquent le peuple pour implorer le secours du Ciel en faveur de nos armes, elles ne le croiraient pas, ces femmes courageuses et chrétiennes.

Le dirai-je ? Là on compare aux animaux sans raison ceux qui ne prient pas, et on les juge dépourvus de toute vertu. C'est aller un peu loin, sans doute, et cependant je lis le psalmiste, et je remarque que les Bretons jugent comme lui.

« Ne vous dégradez pas jusqu'à devenir semblable au cheval et au mulet dépourvus d'intelligence. »

Le Seigneur permettra que les pêcheurs soient affaiblis; mais il investira de sa miséricorde ceux qui auront espéré en lui.

Les Bretons recevront bientôt, comme peuple, la récompense de leur Foi et de leur courage. La sécheresse n'a pas autant desséché leur pays que celui-ci; la pluie les a assez visités pour que leurs récoltes les plus essentielles (le blé noir et les pommes de terre), aient été abondantes et que leurs bestiaux aient pu trouver leur nourriture, de sorte que l'an prochain ils auront des ressources qui manqueront à bien d'autres contrées, même parmi celles que la guerre n'a pas ravagées.

Cette leçon de la Divine Providence pourrait éclairer bien des intelligences, si elles consentaient à s'ouvrir à la vraie lumière.

Qu'elles le veuillent, le salut de la France est là, et la Patrie est en danger !

Veillez agréer, cher monsieur, l'assurance de mes sentiments les plus affectueux.

Charles BLANCART.

P.-S. — Les hommes de l'avant-dernier bataillon de mobiles parti de Brest, chantèrent dans tout le parcours de la ville les litanies de la S^{te} Vierge; puis, après avoir passé les remparts et en vue du chemin de fer qui devait les conduire à leur destination, ils chantèrent le Magnificat ! Le journal l'Océan a rendu compte de cette manifestation pieuse qui a fortement impressionné les personnes qui en ont été témoins.

Pour chronique locale et nouvelles diverses : P. GODET.

Dernières Nouvelles.

DÉPÊCHE TÉLÉGRAPHIQUE.

Tours, 2 nov. 1870, 1 h. 53 s.

Intérieur à préfets et sous-préfets.

Eclaireurs ennemis ont été repoussés par mobiles à Breval (Seine-et-Oise), arrondissement de Mantes, et par gardes nationaux sédentaires, à Ivry-la-Bataille (Eure), arrondissement d'Evreux.

Près de Dreux, francs-tireurs ont dispersé un escadron de uhlands.

Journal officiel de Paris annonce que le 28 octobre, avant le jour, francs-tireurs de la Presse ont exécuté une surprise sur le Bourget, et dans la journée s'y sont maintenus, malgré l'arrivée de 30 pièces d'artillerie ennemie et d'infanterie considérable.

Pour dernières nouvelles : P. GODET.

P. GODET, propriétaire-gérant.